

Mardi 23 octobre 2018



PRIÈRE

DIX HEURES

ORDRE DU JOUR

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

DEUXIÈME LECTURE — PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC

M. FLETCHER

(N° 203) — *Loi modifiant la Loi sur les assurances/The Insurance Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 204) — *Loi modifiant la Loi sur les circonscriptions électorales/The Electoral Divisions Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 206) — *Loi sur la désignation du cimetière Brookside/The Brookside Cemetery Recognition Act*

M. FLETCHER

(N° 207) — *Loi modifiant la Loi sur la profession d'avocat (nomination de conseillers de la Reine)/The Legal Profession Amendment Act (Queen's Counsel Appointments)*

M. FLETCHER

(N° 209) — *Loi sur le don de la vie (modification de la Loi sur les dons de tissus humains)/The Gift of Life Act (Human Tissue Gift Act Amended)*

M. FLETCHER

(N° 210) — *Loi modifiant la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba/The Manitoba Public Insurance Corporation Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 214) — *Loi modifiant la Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail/The Workplace Safety and Health Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 215) — *Loi modifiant la Loi sur le financement des élections/The Election Financing Amendment Act*

M. GERRARD

(N° 216) — *Loi modifiant le Code des droits de la personne/The Human Rights Code Amendment Act*
Projet de loi de député choisi (mise aux voix de la motion de deuxième lecture le 25 octobre)

M^{me} FONTAINE

(N° 227) — *Loi modifiant la Loi sur le soin des animaux (élevage de chiens et animaux interdits)/The Animal Care Amendment Act (Dog Breeding and Exotic Animals)*

M^{me} GUILLEMARD

(N° 230) — *Loi sur la Journée de sensibilisation à l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale/The Fetal Alcohol Spectrum Disorder Awareness Day Act*

M^{me} KLASSEN

(N° 231) — *Loi sur les politiques municipales en matière de harcèlement (modification de diverses dispositions législatives)/The Municipal Harassment Policy Act (Various Acts Amended)*

Projet de loi de député choisi (mise aux voix de la motion de deuxième lecture le 25 octobre)

M. FLETCHER

(N° 232) — *Loi modifiant la Loi sur la Société pour l'efficacité énergétique au Manitoba/The Efficiency Manitoba Amendment Act*

DEUXIÈME LECTURE — DÉBAT — PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC

Motion de M. ALTEMEYER

(N° 222) — *Loi modifiant la Loi sur la location à usage d'habitation (protection des locataires contre l'augmentation des coûts des services publics)/The Residential Tenancies Amendment Act (Protecting Tenants from Rising Utility Costs)*

[M. SMITH (Southdale) — 7 minutes]

Motion de M. MARTIN

(N° 200) — *Loi modifiant la Loi sur l'aménagement du territoire/The Planning Amendment Act*
(M. SWAN — 1 minute)

Motion de M^{me} SMITH (Point Douglas)

(N^o 223) — *Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfant et à la famille/The Child and Family Services Amendment Act*

[M. SMITH (Southdale) — 5 minutes]

Motion de M^{me} FONTAINE

(N^o 228) — *Loi sur la Journée de sensibilisation aux refuges et aux établissements de secours pour animaux/The Animal Shelter and Rescue Awareness Day Act*

(M. GRAYDON — 7 minutes)

Motion de M. LAGIMODIERE

(N^o 201) — *Loi sur la Journée de reconnaissance des agents de conservation du Manitoba/The Manitoba Conservation Officers Recognition Day Act*

(M^{me} FONTAINE — 8 minutes)

Motion de M. SWAN

(N^o 225) — *Loi modifiant le Code des droits de la personne (caractéristiques génétiques)/The Human Rights Code Amendment Act (Genetic Characteristics)*

(M. HELWER — 4 minutes)

Motion de M. WIEBE

(N^o 224) — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (divulgarion interdite sans consentement)/The Public Schools Amendment Act (No Disclosure Without Consent)*

(M. HELWER — 6 minutes)

Motion de M. SWAN

(N^o 233) — *Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie/The Health Services Insurance Amendment Act*

(M. MARTIN — 9 minutes)

PROPOSITIONS

M. FLETCHER — Conflits d'intérêts

20. Attendu :

que dans son rapport accablant daté d'avril 2018 qui propose 84 recommandations, le commissaire aux conflits d'intérêts du Manitoba, Jeffrey Schnoor, c.r., affirme que la législation en matière de conflit d'intérêts au Manitoba est la plus ancienne et sans doute la plus faible au pays;

que le gouvernement provincial n'a pas su prendre de mesures inspirées des propositions que le député d'Assiniboia a soulevées sur cette question ni se servir des projets de loi déposés par ce dernier pour élaborer sa propre législation;

que les dispositions portant sur les conflits d'intérêts visent essentiellement à aider les représentants élus en leur présentant un point de vue objectif qui sert de guide à l'évaluation de leurs activités et qu'ils aient la certitude, à la fois pour leur compte et celui du public, qu'ils accomplissent leurs fonctions comme il se doit;

qu'il y a lieu au Manitoba de moderniser les règles désuètes qui régissent les conflits d'intérêts afin d'accroître de manière appréciable la confiance du public sans toutefois porter atteinte aux intérêts privés des représentants provinciaux élus;

qu'au XXI^e siècle, une divulgation plus étendue est obligatoire et qu'elle ne doit pas se limiter aux données financières, mais porter également sur tous les actifs et les intérêts privés;

qu'au cours des dernières années, les marchés d'investissements ainsi que les taxes et impôts fédéraux et provinciaux ont changé de manière significative et qu'il est beaucoup plus facile d'investir par voie électronique;

qu'à l'heure actuelle, les députés ne sont pas obligés de communiquer des renseignements sur leurs actions, notamment celles cotées en cents, les fonds qu'ils négocient en bourse et les obligations dont ils sont titulaires ni sur les biens immobiliers dont ils sont propriétaires à l'extérieur du Manitoba;

que les règles fédérales sont plus exhaustives que celles du Manitoba et que le ministre fédéral des Finances a récemment été accusé de conflit d'intérêts relativement à des biens se trouvant à l'extérieur du Canada et à des fiducies familiales;

que les particuliers qui sont embauchés grâce à des fonds publics à titre de membres du personnel exonéré ou à titre d'adjoints de circonscription pour aider les ministres et les députés siègent également souvent aux conseils d'administration de partis et d'organisations politiques ou participent à des activités de financement, ce qui les place en situation potentielle de conflits d'intérêts en raison des fonctions incompatibles dont ils s'acquittent;

qu'il est dans l'intérêt de tous de renforcer les dispositions législatives en matière de conflits d'intérêts et de mettre l'accent sur les principes de la confiance et de la vérification,

il est proposé que l'Assemblée législative du Manitoba soit exhortée à moderniser la loi sur les conflits d'intérêts de manière à y inclure de meilleures définitions de famille immédiate, de moyens de placement, de biens, de fiducies, de corporations au Canada ou de liquidités échangées partout dans le monde et à se servir du projet de loi déposé par le député d'Assiniboia comme cadre éventuel d'élaboration de nouvelles dispositions législatives fort nécessaires et propres au Manitoba qui régissent entre autres les obligations en matière de divulgation et d'activités politiques incombant aux personnes qui travaillent pour les ministres et les députés ou de concert avec eux.

PROPOSITIONS — DÉBAT

1. M. SWAN — Coupes visant les services externes de physiothérapie et d'ergothérapie
(M. JOHNSTON — 9 minutes — Il reste 124 minutes.)
4. M. KINEW — Coupes visant le Programme d'aide à l'achat de médicaments spéciaux
(M. MICKLEFIELD — 8 minutes — Il reste 122 minutes.)
5. M. LAGIMODIERE — Reconnaissance de l'importance des terres humides
[M^{me} MARCELINO (Logan) — 9 minutes — Il reste 125 minutes.]

7. M. WIEBE — Les coupes du gouvernement provincial dans l'éducation nuisent aux élèves manitobains
(M. SARAN — 9 minutes — Il reste 124 minutes.)
9. M. LINDSEY — Indemnisation des travailleurs pour le stress lié au travail
(M^{me} GUILLEMARD — 10 minutes — Il reste 129 minutes.)
10. M. ISLEIFSON — Ouverture d'une nouvelle école à Brandon
(M. SWAN — 4 minutes — Il reste 126 minutes.)
11. M. MARCELINO (Tyndall Park) — Défense de la sécurité des travailleurs
(M. CURRY — 5 minutes — Il reste 124 minutes.)
12. M. JOHNSON — Route Freedom
(M. LINDSEY — 8 minutes — Il reste 124 minutes.)
13. M. ALTEMEYER — Protection des cours d'eau du Manitoba contre les projets hydrographiques transfrontaliers
(M. WOWCHUK — 9 minutes — Il reste 123 minutes.)
14. M. PIWNIUK — Pipeline Trans Mountain
(M^{me} FONTAINE — 9 minutes — Il reste 124 minutes.)
17. M^{me} MARCELINO (Logan) — Protection des lacs, des rivières et des collectivités du Manitoba
(M^{me} MORLEY-LECOMTE — 2 minutes — Il reste 132 minutes.)
19. M^{me} SMITH (Point Douglas) — Célébration de la fierté gaie au Manitoba
(M. MARTIN — 6 minutes — Il reste 123 minutes.)
16. M. LAGASSÉ — Célébration de la Journée nationale des peuples autochtones
(M. ALLUM — 3 minutes — Il reste 66 minutes.)
3. M. ALLUM — Rétablissement du financement accordé aux municipalités pour les transports en commun
(M. HELWER — 2 minutes — Il reste 11 minutes.)

TREIZE HEURES TRENTE

AFFAIRES COURANTES

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M^{me} la *ministre* STEFANSON

(N^o 2) — *Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfant et à la famille (aide aux tuteurs)/The Child and Family Services Amendment Act (Guardianship Support)*

M^{me} la *ministre* COX

(N^o 13) — *Loi sur les commotions cérébrales chez les jeunes athlètes/The Concussion in Youth Sport Act*

M. FLETCHER

(N° 202) — *Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée législative/The Legislative Assembly Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 205) — *Loi sur les jours fériés (modification de diverses dispositions législatives)/The Statutory Holidays Act (Various Acts Amended)*

M^{me} SMITH (Point Douglas)

(N° 217) — *Loi modifiant la Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail et Loi modifiant la Loi sur la Commission de régie de l'Assemblée législative (harcèlement et violence au travail)/The Workplace Safety and Health Amendment and Legislative Assembly Management Commission Amendment Act (Workplace-Related Harassment and Violence)*

M. WIEBE

(N° 220) — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (politique sur l'anaphylaxie)/The Public Schools Amendment Act (Anaphylaxis Policy)*

RAPPORTS DE COMITÉS

DÉPÔT DE RAPPORTS

DÉCLARATIONS DE MINISTRE

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉ

QUESTIONS ORALES

PÉTITIONS

M. ALLUM

M. FLETCHER

M. GERRARD

M^{me} SMITH (Point Douglas)

GRIEFS

ORDRE DU JOUR (suite)

AFFAIRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

COMITÉ PLÉNIER

Étude du rapport concernant le projet de loi suivant en vue de l'approbation et de la troisième lecture :

M. le *ministre* FIELDING

(N° 34) — *Loi d'exécution du budget de 2018 et modifiant diverses dispositions législatives en matière de fiscalité/The Budget Implementation and Tax Statutes Amendment Act, 2018*
(5 h 40 min)

COMITÉ DES SUBSIDES

DEUXIÈME LECTURE — DÉBAT

Motion de M^{me} la *ministre* SQUIRES

(N° 29) — *Loi modifiant la Loi sur la conservation de la faune (pratiques de chasse sécuritaires et gestion intégrée de la faune)/The Wildlife Amendment Act (Safe Hunting and Shared Management)*

Motion de M. le *ministre* CULLEN

Que cette question soit maintenant mise aux voix.
(M. ALLUM — 11 minutes)

Motion de M. le *ministre* EICHLER

(N° 35) — *Loi modifiant la Loi sur les terres domaniales (gestion améliorée des pâturages communautaires et des terres domaniales agricoles)/The Crown Lands Amendment Act (Improved Management of Community Pastures and Agricultural Crown Lands)*
(M. ALLUM — 25 minutes)

Motion de M. le *ministre* CULLEN

(N° 36) — *Loi modifiant le Code de la route (conduite avec facultés affaiblies)/The Highway Traffic Amendment Act (Impaired Driving Offences)*
(M. LINDSEY — 28 minutes)

DEUXIÈME LECTURE

M. le *ministre* SCHULER

(N° 28) — *Loi sur les projets de construction dans le secteur public (appels d'offres)/The Public Sector Construction Projects (Tendering) Act*

M. le *ministre* CULLEN

(N° 30) — *Loi corrective de 2018/The Statutes Correction and Minor Amendments Act, 2018*

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT — DÉBAT

Motion de M^{me} la *ministre* STEFANSON — Comité spécial sur les exigences en matière de divulgation proactive à l'intention des candidats dans la province

Qu'un comité spécial nommé *Comité spécial sur les exigences en matière de divulgation proactive à l'intention des candidats dans la province* soit créé pour étudier la possibilité d'imposer aux personnes qui cherchent à être élues à l'Assemblée législative du Manitoba ou ailleurs qu'elles divulguent des renseignements, y compris ceux qui sont mentionnés ci-dessous, et proposer des recommandations à ce sujet :

- a) le relevé des antécédents judiciaires,
- b) les relevés concernant les mauvais traitements infligés aux adultes et aux enfants,
- c) tout autre renseignement d'intérêt concernant ceux qui briguent ou occupent une fonction;

que, sauf disposition contraire de la présente motion, le comité spécial jouisse des mêmes pouvoirs que les Comités permanents de l'Assemblée et qu'il suive les mêmes règles et usages que ces derniers, notamment en ce qui a trait :

- a) au nombre de députés qui le composent,
- b) au pouvoir de créer un sous-comité chargé de l'exercice de l'une quelconque de ses fonctions;

que, dans les limites des règles et des usages de l'Assemblée ainsi que des consignes énoncées dans la présente motion, le comité spécial soit autorisé à décider du déroulement de ses travaux, y compris quant à la tenue de réunions aux moments et aux endroits qu'il juge appropriés pour recevoir des mémoires et entendre des présentations;

que, malgré le paragraphe 4(12), le comité spécial puisse se réunir pendant les mois de juin, de juillet et d'août;

que le comité spécial puisse appeler des témoins, notamment le directeur général des élections du Manitoba, des représentants de partis politiques, des universitaires ainsi que d'autres experts du domaine de l'éthique ou des sciences politiques ou de tout autre domaine qu'il juge approprié;

que le comité spécial fasse rapport de ses travaux à l'Assemblée d'ici le 3 octobre 2018.

(M. FLETCHER — 3 minutes)

Motion de M. le *ministre* CULLEN

Que le Comité permanent des affaires législatives examine le rapport intitulé « *Modernizing Manitoba's Conflict of Interest Legislation — Recommendations of the Conflict of Interest Commissioner* », daté d'avril 2018, qu'a préparé Jeffrey Schnoor, c.r., et que le Comité présente des recommandations sur la meilleure façon de modifier les règles qui s'appliquent aux députés à l'Assemblée législative du Manitoba sous le régime de la *Loi sur les conflits d'intérêts au sein de l'Assemblée législative et du Conseil exécutif* et de la *Loi sur l'Assemblée législative*;

que, dans les limites des règles et des usages de l'Assemblée ainsi que des consignes énoncées dans la présente motion, le Comité soit autorisé à décider du déroulement de ses travaux, y compris quant à la tenue de réunions aux moments et aux endroits qu'il juge appropriés pour recevoir des mémoires et entendre des présentations;

que, malgré le paragraphe 4(12), le Comité puisse se réunir pendant les mois de juin, de juillet et d'août;

que le Comité puisse appeler des témoins, notamment le commissaire aux conflits d'intérêts, ainsi que d'autres experts du domaine de l'éthique ou des sciences politiques ou de tout autre domaine qu'il juge approprié;

que le Comité fasse rapport de ses travaux à l'Assemblée d'ici le 8 novembre 2018.

(M. FLETCHER — 4 minutes)

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

M. le *ministre* GOERTZEN

Que le premier rapport du Comité permanent du *Règlement* de l'Assemblée déposé le 4 octobre 2018 soit approuvé.

M. le *ministre* CULLEN

Que malgré les articles 3, 4 et 23 du document intitulé *Règlements et formalités de procédure de l'Assemblée législative du Manitoba*, pendant toute la période où des séances ont lieu en raison d'un rappel d'urgence au cours du reste de la troisième session de la quarante et unième législature, l'Assemblée siège, outre les lundis, mardis, mercredis et jeudis, les vendredis de 10 à 17 heures et que les affaires courantes soient examinées à compter de 10 heures les vendredis;

que malgré le paragraphe 4(4) du document intitulé *Règlements et formalités de procédure de l'Assemblée législative du Manitoba*, pendant toute la période où des séances ont lieu en raison d'un rappel d'urgence au cours du reste de la troisième session de la quarante et unième législature, l'Assemblée ajourne ses travaux au plus tard à 21 heures chaque séance où ont lieu les étapes de l'examen du budget des dépenses principal et du budget des immobilisations.

M. le *ministre* CULLEN

1. Que dès maintenant et jusqu'à la prorogation de la troisième session de la quarante et unième législature, le document intitulé *Règlements et formalités de procédure de l'Assemblée législative du Manitoba* soit modifié :

a) par substitution, au paragraphe 23(4), de ce qui suit :

Affaires émanant des députés

23(4) Sous réserve du paragraphe 4(3), les affaires émanant des députés sont examinées dans l'ordre suivant lorsque l'Assemblée siège les mardis et les jeudis :

Mardi :

de 10 à 11 heures (heure réservée aux affaires émanant des députés)

Projets de loi d'intérêt privé

Projets de loi d'intérêt public

Motions

de 11 heures à midi (heure réservée aux affaires émanant des députés)

Propositions émanant des députés

Motions

Jeudi :

de 10 à 11 heures (heure réservée aux affaires émanant des députés)

Projets de loi d'intérêt public

Projets de loi d'intérêt privé

Motions

de 11 heures à midi (heure réservée aux affaires émanant des députés)

Propositions émanant des députés

Motions

Mise aux voix à 11 h 55 des motions ayant été débattues le mardi précédent au cours de l'examen des affaires émanant des députés

Ordre d'examen des projets de loi émanant de députés

23(4.1) L'appel d'un projet de loi émanant d'un député, qu'il soit d'intérêt public ou privé, se fait dans l'ordre qui suit, selon ce qui est inscrit au *Feuilleton* :

- a) étape du rapport;
- b) débat à l'étape du rapport;
- c) approbation et troisième lecture;
- d) débat portant sur l'approbation et la troisième lecture;
- e) deuxième lecture;
- f) débat portant sur la deuxième lecture.

Si le débat se rapportant au projet de loi ne se termine pas dans le délai d'une heure qui lui est réservé, il est inscrit au *Feuilleton* au bas de la liste des projets de loi d'intérêt public ou privé, selon le cas.

Leaders à l'Assemblée

23(4.2) Les leaders de partis reconnus à l'Assemblée ont le pouvoir de faire l'appel de projets de loi émanant de députés pour qu'ils fassent l'objet d'un débat pendant la première heure réservée aux affaires émanant des députés.

- a) Les mardis matins, le leader du gouvernement à l'Assemblée, ou son représentant, fait l'appel des projets de loi émanant de députés devant faire l'objet d'un débat.

b) Les jeudis matins, le leader de l'opposition officielle à l'Assemblée, ou son représentant, ou encore les leaders à l'Assemblée ou les représentants d'autres partis de l'opposition reconnus font l'appel des projets de loi émanant de députés devant faire l'objet d'un débat.

c) S'il y a plus d'un parti de l'opposition reconnu :

i. Les leaders à l'Assemblée ou les représentants de tous les partis de l'opposition reconnus remettent au président une entente portant sur le partage de l'heure allouée au débat les jeudis matins.

ii. En cas d'impasse, le président détermine le partage de l'heure allouée.

b) par substitution, à l'article 24, de ce qui suit :

Projets de loi choisis

24(1) Tout parti reconnu peut choisir, chaque session, jusqu'à trois projets de loi émanant de députés qui feront l'objet d'un débat et d'une motion de deuxième lecture.

Projets de loi faisant l'objet d'une motion de deuxième lecture

24(2) Tout député indépendant peut choisir, chaque session, un projet de loi émanant d'un député qui fera l'objet d'un débat et d'une motion de deuxième lecture. Malgré le paragraphe 69(1), les motions portant lecture de ce projet de loi que présente le député indépendant n'ont pas à être appuyées.

Avis écrit

24(3) Le leader du gouvernement à l'Assemblée, ou son représentant, et le député indépendant remettent au président, pour chaque projet de loi, au plus tard deux semaines avant la fin prévue de la session d'automne, un avis écrit indiquant le jour de séance ainsi que l'heure où se tiendra le débat et où la motion sera mise aux voix.

Projets de loi choisis par les députés indépendants — moment du débat et de la mise aux voix

24(4) Dans le cadre de l'avis exigé en vertu du paragraphe 24(3), le député indépendant et le leader du gouvernement à l'Assemblée, ou son représentant, s'entendent sur le jour de séance ainsi que l'heure où se tiendra le débat sur le projet de loi choisi et où la motion sera mise aux voix et ils avisent le président de ces détails par écrit.

a) En cas d'impasse, le président détermine le jour de séance et l'heure où se tiendront ces débats.

b) Le leader du gouvernement à l'Assemblée, ou son représentant, fera l'appel des projets de loi émanant de députés indépendants devant faire l'objet d'un débat les mardis.

2. Que la greffière soit autorisée à renuméroter le *Règlement* et à y apporter d'autres corrections mineures qui ne changent en rien le sens des présentes modifications.

3. Que la greffière rédige une nouvelle version du *Règlement* qui tient compte des modifications, des adjonctions et des abrogations.

FEUILLETON DES AVIS

AVIS DE RÉUNIONS DE COMITÉ

Le Comité permanent des affaires législatives se réunira le mercredi 24 octobre 2018, à 18 heures et, au besoin, le jeudi 25 octobre 2018, à 18 heures, dans la salle 255 du Palais législatif, à Winnipeg, afin d'examiner tout projet de loi dont il est saisi.

* * *

Le Comité permanent du développement social et économique se réunira le mercredi 24 octobre 2018, à 18 heures et, au besoin, le jeudi 25 octobre 2018, à 18 heures, dans la salle 254 du Palais législatif, à Winnipeg, afin d'examiner tout projet de loi dont il est saisi.
